

L'hon. W. R. MOTHERWELL (Melville): Monsieur l'Orateur, on me permettra, dès le début de mes observations, de féliciter le ministre des Finances (M. Rhodes) pour la façon remarquable...

Des MEMBRES: Plus haut.

L'hon. M. MOTHERWELL: Si la Chambre veut bien garder le silence, je me crois capable de m'animer suffisamment. Monsieur l'Orateur, je veux bien recommencer, mais comme ce que j'ai dit doit compter dans mes quarante-minutes, je n'en ferai rien. Cependant, avant cette interruption, je félicitais le ministre des Finances qui a su, de façon si remarquable, s'acquitter de la tâche difficile qui lui incombait. Nous savons, il est vrai, qu'il ne pouvait guère nous faire un tableau bien attrayant de la situation, mais il s'en est assez bien tiré. Ensuite, l'honorable député de Shelburne-Yarmouth (M. Ralston), a certainement fait montre d'habileté en commentant les déficiences du budget. Ses critiques du Gouvernement ont tellement déprécié et flétri celui-ci que l'honorable préopinant n'a pu détruire l'effet qu'elles avaient produit.

Mon excellent ami le ministre du Commerce (M. Stevens) a la réputation d'être un des meilleurs orateurs parlementaires, et pour cette raison, il n'a pas lieu de se défendre de n'avoir pu rien faire. Il ne nous est jamais venu à l'idée de mettre en doute sa compétence. Lorsque le whip du parti libéral a demandé à savoir quel ouvrage il citait, il ne s'agissait pas du tout de lui faire un reproche.

Je ne consacrerai que quelques instants à la discussion des questions qu'il a abordées. Je ne m'arrêterai pas à relever toutes ses observations car mes quarante minutes y passeraient. Il a dit, d'abord, qu'il comptait que nous nous étions tous assagis depuis l'année dernière. Je ne vois rien qui indique que nous soyons plus sages à la suite de ce qui s'est passé dans le monde extérieur et au pays, dans le sein de notre Gouvernement. A coup sûr, il en est bien ainsi si l'on juge le Gouvernement par sa politique actuelle. Mon bon ami fonde sa comparaison sur le commerce de deux années, toutes deux sous une administration tory. Cela n'est pas une comparaison applicable. Parce qu'il se trouve qu'une année du régime tory est supérieure ou le cède à une autre année du même régime, cela n'est pas de nature à nous être utile pour en arriver à une conclusion éclairée. Afin de faire voir un résultat un peu plus encourageant le ministre a recours à un autre mode de comparaison qui diffère du tout au tout. Il semblerait aujourd'hui que les valeurs sont en baisse, que la comparaison des valeurs n'est plus de mise. Comment l'homme d'affaires

établit-il son bilan à la fin de l'année? Comment le cultivateur arrive-t-il à constater ses bénéfices? Calcule-t-il le nombre de wagons de blé qu'il a cultivés ou le nombre de dollars qu'il encaisse? Nous avons tellement eu de comparaisons de cette sorte l'année dernière que nous en sommes simplement rassasiés. Les statisticiens tories ne nous disent pas un traître mot des maigres bénéfices que nous obtenons. Afin d'embellir les choses le ministre établit nos statistiques du commerce d'après leur volume au lieu des leurs valeurs, et par cette transformation, il démontre qu'à ce compte-là, nous importons plus d'huile de ricin, de mortadelle et de noix qu'auparavant. Après cela, il se plaint de ce que, nos valeurs ayant fléchi, il doit en être inévitablement de même de nos revenus.

Il tente l'impossible lorsqu'il veut convaincre la Chambre et le pays que des droits prohibitifs rapportent des revenus. Le Gouvernement a constamment eu recours aux services du ministre du Revenu national pour faire monter la livre sterling au niveau nécessaire dans le but de hausser les prix aux fins des droits douaniers. Il a fait monter la livre, a augmenté les droits et se plaint maintenant de l'insuffisance des recettes. Il n'a pas beaucoup de mémoire. Je n'aurais pas de difficulté à répondre aux futiles et pénibles arguments de mon honorable préopinant, mais je dois passer à d'autres sujets.

Je vais d'abord parler des cinq ou six bonnes dispositions du budget. Si on me le permet, je donnerai un ou deux conseils. Bien que mon excellent ami ne soit pas flatteur en ce qui concerne nos premières propositions, je vais prendre une chance. A mon sens, nous devons approuver la nomination d'une commission chargée de s'enquérir de la situation monétaire. J'ai toujours été d'opinion que le public ne peut s'attendre à ce qu'un gouvernement soit composé d'experts capables de résoudre tous les problèmes qui se présentent. Je veux bien reconnaître tout le mérite du ministre, mais le Gouvernement a dû constater il y a des années qu'il n'était guère au courant des questions monétaires. Cette commission aurait donc dû être nommée il y a deux ans. Peut-être le ministère possède-t-il une connaissance théorique de son sujet, mais, apparemment, il n'a pas su comment l'appliquer. Hier, le premier ministre a prononcé un vibrant discours sur la devise, le change, et le reste, mais quel est le résultat de ses observations pour l'administration du pays, si ce n'est que le dollar canadien doit se rapprocher du dollar américain plutôt que de la livre anglaise.

Maintenant, on est rassuré à notre avantage à propos de cette question du droit sur les